

Lettre ouverte aux chefs de partis politiques fédéraux canadiens¹

Madame, Messieurs,

Les partis politiques se penchent sur les positions qu'ils comptent défendre aux élections d'octobre en vue du mandat du prochain gouvernement, et Comptables professionnels agréés du Canada (CPA Canada) souhaite profiter de l'occasion pour vous encourager fortement à aborder la question du caractère archaïque et excessivement complexe du système fiscal canadien.

Le prochain gouvernement – quelle que soit son orientation politique – doit donner suite aux nombreux appels à une refonte et voir à ce que notre système fiscal soit simple, équitable et concurrentiel pour tous les Canadiens d'aujourd'hui et de demain.

Le système fiscal canadien doit être adapté à l'économie moderne. Plus de cinquante ans se sont écoulés depuis le dernier examen approfondi de ce système. Pendant cette période, une multitude de crédits, d'incitatifs et de correctifs ciblés ont été adoptés, ce qui a mené à la formation d'un système complexe, hypertrophié et inefficace qui fait obstacle à la croissance du Canada et nuit à ses citoyens.

Regroupant plus de 217 000 comptables professionnels agréés dans de nombreuses circonscriptions au Canada et dans divers pays, CPA Canada entend des témoignages de première main sur les difficultés qu'occasionne le système fiscal aux particuliers et aux entreprises dans leur quotidien.

Le système fiscal ne sert pas les intérêts des Canadiens

La complexité inutile du système fiscal canadien fait qu'il est difficile pour les citoyens vulnérables et à faible revenu de profiter des mesures de soutien du revenu dont ils ont grandement besoin. Plus de 1,2 G\$ de prestations fédérales destinées à des ménages à faible revenu ne sont pas réclamés chaque année, ce qui comprend le Supplément de revenu garanti, le Bon d'études canadien et l'Allocation canadienne pour enfants². Selon une étude publiée en 2018³, à peine 40 % des Canadiens gravement handicapés – on en comptait alors 1,8 million, dont un pourcentage élevé d'aînés – demandent le crédit d'impôt fédéral pour personnes handicapées. Par ailleurs, la complexité du système fiscal rend l'observation très difficile, particulièrement pour les personnes qui ne disposent pas des ressources nécessaires pour s'y retrouver.

¹ Chefs de partis politiques canadiens représentés actuellement à la Chambre des communes.

² Discours d'Elizabeth Mulholland, Prospérité Canada, *Canada 2020 Tax Summit*, Ottawa, 22 octobre 2018.

³ <https://www.policyschool.ca/wp-content/uploads/2018/01/Disability-Tax-Credit-Dunn-Zwicker.pdf> (en anglais)

Les taux élevés d'imposition et les seuils de revenu relativement faibles applicables figurent parmi les facteurs évoqués empêchant le Canada d'attirer les meilleurs candidats et les entrepreneurs. L'avantage dont jouissait le pays au chapitre de l'imposition des sociétés a été éliminé par suite des réformes fiscales américaines. Bien que les mesures temporaires annoncées dans l'Énoncé économique de l'automne dernier pour stimuler les investissements des entreprises constituent un pas en avant pour contrer l'effet de la réforme du régime fiscal américain, le gouvernement fédéral doit impérativement s'attaquer aux nombreux défis que pose le système fiscal canadien sur le plan de la compétitivité.

Les Canadiens accusent un retard par rapport à des pays comme la Nouvelle-Zélande, l'Australie, le Royaume-Uni et les États-Unis qui ont décidé de poursuivre de grandes réformes fiscales, dont des examens complets visant à favoriser la croissance, la compétitivité et l'investissement.

Un système fiscal plus simple et plus équitable servirait l'intérêt public

CPA Canada a pour mission d'agir dans l'intérêt public. Elle est d'avis qu'un bon système fiscal est un élément essentiel à un environnement économique favorable, à une croissance inclusive et à une société juste. Ce système a des incidences sur le quotidien de tous les Canadiens. Selon CPA Canada, un examen complet du système fiscal s'inscrit dans l'intérêt public. C'est ce qu'attend la population.

En effet, selon un sondage Nanos effectué récemment pour le compte de CPA Canada :

- 81 % des Canadiens considèrent que la refonte du système fiscal devrait faire partie des priorités du gouvernement fédéral, et plus du tiers d'entre eux (35 %) croient même qu'une telle réforme devrait occuper un rang élevé parmi ces priorités;
- près de la moitié (47 %) des personnes sondées estiment que le système fiscal est plus complexe aujourd'hui qu'il ne l'était il y a 10 ans;
- 60 % préféreraient une baisse du taux d'imposition personnel plutôt que le maintien des crédits d'impôt spéciaux.

La population n'est pas la seule à être de cet avis. Des comités parlementaires et des organisations nationales (dont la Chambre de commerce du Canada, le Conseil canadien des affaires et les Manufacturiers et Exportateurs du Canada) ainsi que des groupes de réflexion influents, des économistes et des universitaires reconnaissent l'importance d'une réforme. Des organisations internationales, notamment l'Organisation de coopération et de développement économiques, exhortent également le Canada à revoir son système fiscal.

La voie à suivre

À la lumière des nombreuses discussions qu'elle a menées au cours des derniers mois avec les représentants de partis politiques, CPA Canada estime que tous ses interlocuteurs s'entendent jusqu'à présent sur la nécessité de réformer le système fiscal. La question est donc de savoir quelles mesures doivent être prises et à quel moment.



CPA Canada pense que le prochain gouvernement devrait amorcer une refonte du système fiscal – menée par un groupe d’experts indépendants – au cours de sa première année au pouvoir. Désigné par le ministre des Finances, le groupe d’experts devrait réunir des membres éminents des milieux de la fiscalité, du droit, des affaires, des sciences économiques et de l’enseignement supérieur ainsi que des représentants des principales parties prenantes. L’examen devrait être effectué dans le cadre d’un mandat clair et général qui définit les paramètres d’un processus transparent d’analyse et de consultation publique dans un délai raisonnable. Le groupe devrait avoir pour objectif de fournir au gouvernement un ensemble de recommandations réalisables.

Par la présente lettre, CPA Canada espère établir des bases solides pour la discussion à venir en posant les quatre grands principes devant orienter l’examen du système fiscal dans l’intérêt des Canadiens : équité, simplicité, compétitivité et efficience. CPA Canada vous encourage à lire les derniers rapports qu’elle a publiés sur son initiative visant la réforme fiscale, notamment *La meilleure voie à suivre : Concevoir un examen du régime fiscal canadien*. Ce rapport propose un plan d’action qui permettra d’optimiser les résultats.

CPA Canada vous souhaite une campagne électorale réussie et se réjouit à l’idée de collaborer avec vous sur les enjeux de politique publique qui revêtent une grande importance pour le quotidien des particuliers et la prospérité du pays.

Veuillez agréer, Madame, Messieurs, mes salutations distinguées.

Bruce Ball, FCPA, FCA, CFP
Vice-président, Fiscalité
CPA Canada